

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

EMBARGO

Le contenu de ce communiqué de presse et le rapport y afférent ne doivent pas être cités ou résumés dans les médias imprimés, audiovisuels, électroniques ou sociaux avant le

19 juin 2025, 10h30 TU

(6h30 à New York, 12h30 à Genève, 4h30 à Mexico, 16h00 à New Delhi)

UNCTAD/PRESS/PR/2025/006

Original : anglais

"Traduction non officielle. En cas de divergence, la version anglaise prévaut"

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS MONDIAUX BAISSENT POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, POSANT DES DÉFIS MAJEURS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

ONU commerce et développement (CNUCED) alerte sur l'incertitude qui freine les investissements mondiaux et met en garde contre les conséquences pour les pays en développement d'une forte baisse des investissements pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Genève, 19 juin 2025 – Les investissements directs étrangers (IDE) ont reculé de 11 % au niveau mondial, enregistrant ainsi une deuxième année consécutive de baisse qui confirme le ralentissement marqué des flux de capitaux productifs, selon le [Rapport sur les investissements dans le monde 2025](#) publié aujourd'hui par ONU commerce et développement (CNUCED). Bien que les investissements directs étrangers (IDE) globaux aient augmenté de 4 % en 2024 pour atteindre 1 500 milliards de dollars, cette hausse est due, entre autres, à la volatilité des flux financiers transitant par certaines économies européennes qui servent souvent de points de transfert pour les investissements.

Le rapport de cette année précède la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4), au cours de laquelle les dirigeants mondiaux se pencheront sur le fossé croissant entre les flux de capitaux et les besoins de développement. Les conclusions soulignent l'urgence de remodeler les systèmes d'investissement et de financement afin de soutenir une croissance inclusive et durable.

Les investissements ont fortement chuté dans les économies développées, en particulier en Europe. Dans les pays en développement, les flux entrants sont apparus globalement stables, mais cette stabilité masquait une crise plus profonde : dans de trop nombreuses économies, les capitaux stagnent ou ne sont pas dirigés vers les secteurs les plus importants, à savoir les infrastructures, l'énergie, les technologies et les industries qui sont les moteurs de la création d'emplois.

« Trop d'économies sont laissées pour compte, non pas parce qu'elles manquent de potentiel, mais parce que le système continue d'acheminer les capitaux là où c'est le plus facile, et non là où ils sont nécessaires », a déclaré Rebeca Grynspan, Secrétaire générale d'ONU commerce et développement. « Mais nous pouvons changer cela. Si nous alignons les investissements publics et privés sur les objectifs de développement et renforçons la confiance dans le système, les marchés

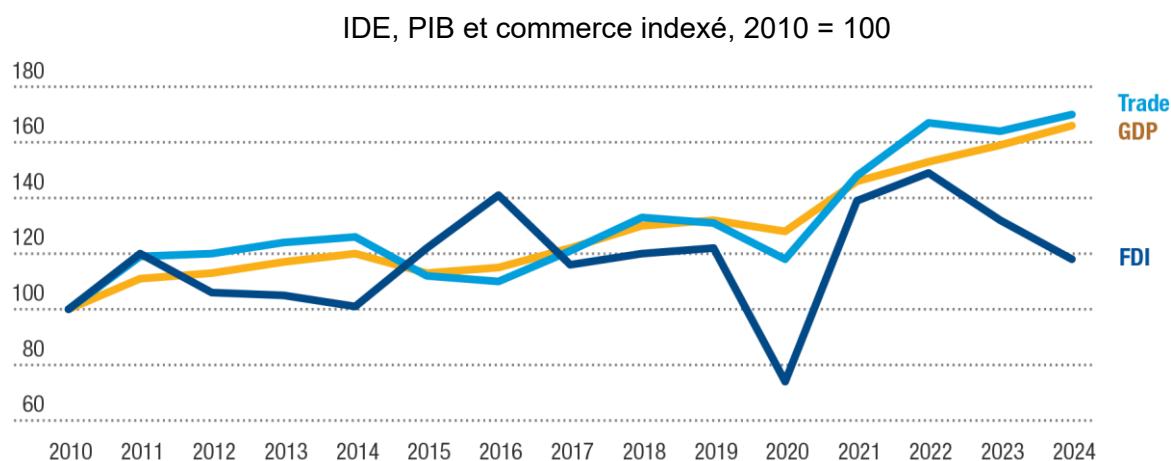
nationaux et internationaux apporteront échelle, stabilité et prévisibilité, et la volatilité d'aujourd'hui pourra devenir l'opportunité de demain. »

Fragmentation et volatilité continuent de perturber les flux d'investissement

Le paysage de l'investissement en 2024 a été façonné par les tensions géopolitiques, la fragmentation du commerce et l'intensification de la concurrence entre les politiques industrielles. Ces dynamiques, combinées à des risques financiers élevés et à l'incertitude, redessinent la carte mondiale des investissements et érodent la confiance des investisseurs à long terme.

Les entreprises multinationales ont de plus en plus privilégié la gestion des risques à court terme au détriment des stratégies à long terme, en particulier dans les secteurs sensibles pour la sécurité nationale, la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement et l'évolution des politiques commerciales.

Figure 1 - Les IED perdent du terrain par rapport au PIB et au commerce.



Source : CNUCED, UNCTAD, Rapport sur les investissements dans le monde 2025

Résilience inégale selon les régions

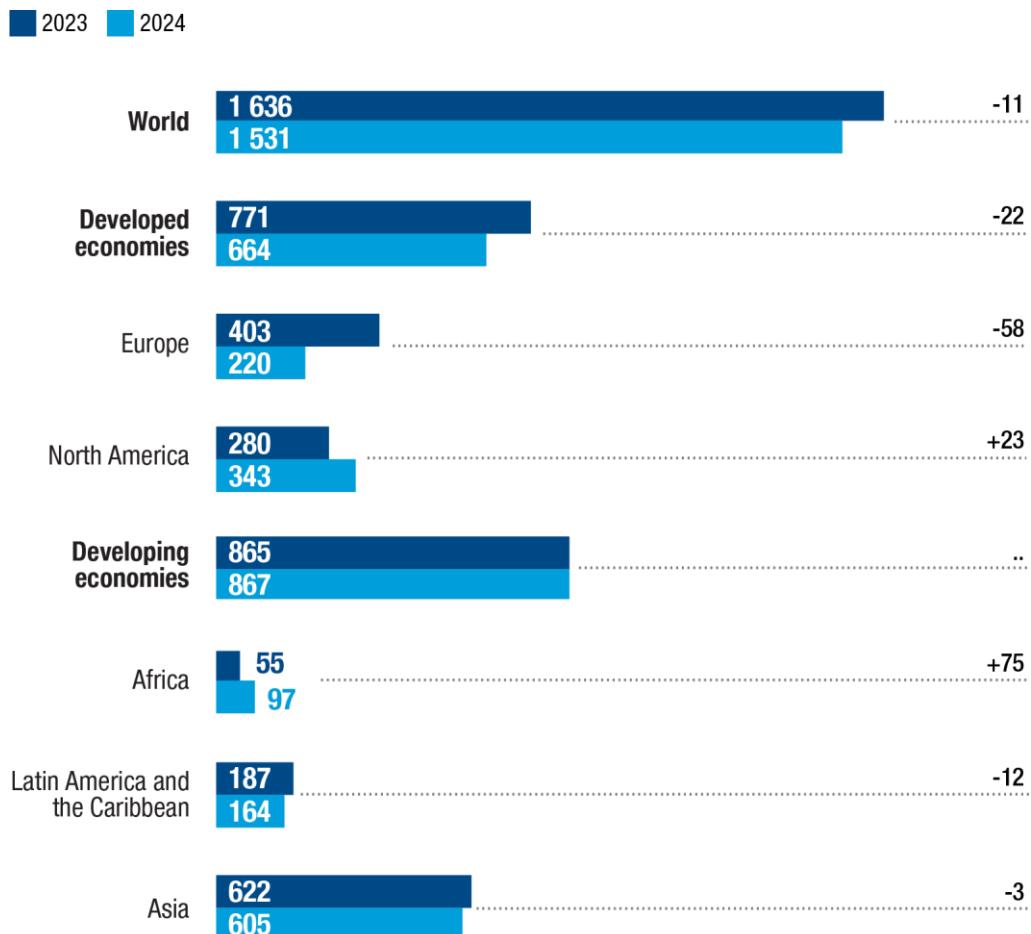
Ce recul s'explique en grande partie par une baisse de 22 % des IDE vers les économies développées, dont une chute de 58 % en Europe. L'Amérique du Nord a résisté à la tendance avec une hausse de 23 %, tirée par les États-Unis.

Dans les économies en développement, les tendances régionales ont divergé :

- **L'Afrique** a vu ses IDE augmenter de 75 %, reflet d'un seul grand projet en Égypte. Hors celui-ci, les flux ont tout de même augmenté de 12 %, soutenus par la facilitation des investissements et la réforme réglementaire.
- **L'Asie** est restée la première destination, malgré un léger recul de 3 %. Les pays d'Asie du Sud-Est ont enregistré une hausse de 10 %, atteignant 225 milliards de dollars, soit le deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré.
- **L'Amérique latine et les Caraïbes** ont enregistré une baisse de 12 % du total des flux, même si les annonces de projets entièrement nouveaux ont augmenté sur des marchés clés tels que l'Argentine, le Brésil et le Mexique.
- **Le Moyen-Orient** a maintenu des flux importants, soutenus par la diversification économique dans la région du Golfe.

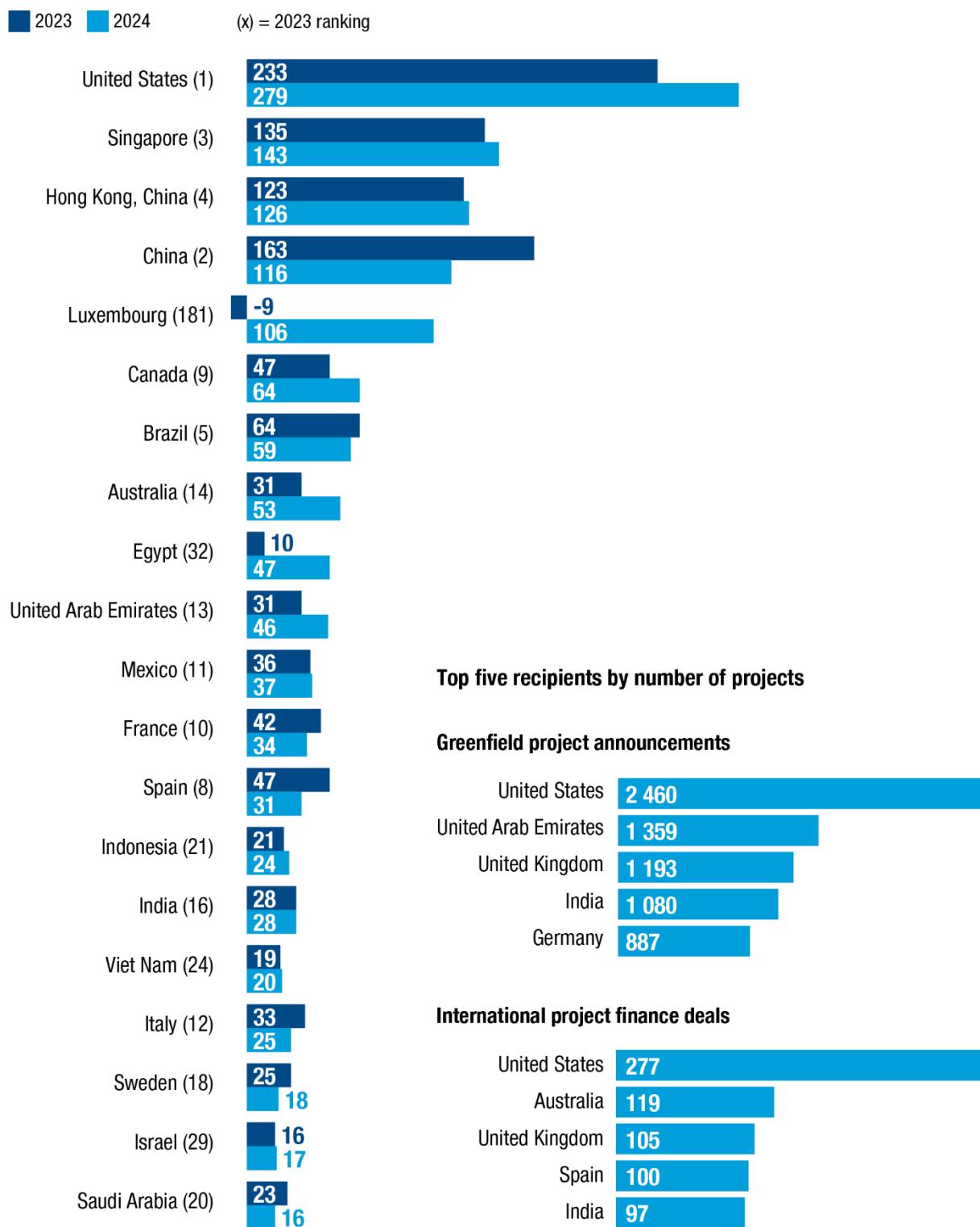
Parmi les économies structurellement vulnérables, les flux d'IDE ont été mitigés : ils ont augmenté dans les pays les moins avancés (+9 %) et les petits États insulaires en développement (+14 %), mais ont diminué de 10 % dans les pays en développement sans littoral. Dans ces trois groupes, les investissements sont restés fortement concentrés dans quelques pays seulement.

Figure 2 : Baisse des IDE dans plusieurs régions.
Flux par groupe économique et par région
(En milliards de dollars)



Source : CNUCED, UNCTAD, Rapport sur les investissements dans le monde 2025

Figure 3 : Les flux entrants ont diminué dans la plupart des économies en développement figurant parmi les 20 principales bénéficiaires :
Flux d'IDE, 20 principales économies bénéficiaires
(En milliards de dollars)



Source : CNUCED, UNCTAD, Rapport sur les investissements dans le monde 2025

Les secteurs essentiels au développement sont confrontés à une baisse des investissements

Alors que la valeur des investissements dans de nouveaux projets est restée stable, le financement international de projets, souvent essentiel pour les infrastructures, a chuté de 26 % en 2024. La baisse a été particulièrement forte dans les secteurs essentiels à la réalisation des objectifs de

développement durable : énergies renouvelables (-31 %), transports (-32 %) et eau et assainissement (-30 %).

Les IDE dans l'économie numérique ont augmenté de 14 %, tirés par la fabrication de technologies de l'information et de la communication (TIC), les services numériques et les semi-conducteurs, mais cette croissance est restée très concentrée. Dix pays ont représenté 80 % de tous les nouveaux projets numériques, laissant de nombreuses économies en développement exclues du boom numérique en raison de lacunes persistantes en matière d'infrastructures, de réglementation et de compétences.

Le rapport avertit que les niveaux d'investissement actuels sont loin de répondre aux besoins mondiaux. À lui seul, le comblement du déficit de financement des objectifs de développement durable (ODD) nécessiterait environ 4 000 milliards de dollars par an dans les pays en développement, un objectif qui s'éloigne de plus en plus.

Un appel à un capital plus intelligent et à une réforme coordonnée

Alors que les modèles d'investissement mondiaux évoluent, ONU commerce et développement (CNUCED) prévient que pour inverser la tendance, il ne suffit pas d'investir davantage, mais qu'il faut investir plus intelligemment, dans des projets à long terme, inclusifs et alignés sur le développement durable. Cela est particulièrement urgent dans l'économie numérique, où les lacunes en matière d'infrastructures, de compétences et de politiques risquent de laisser de nombreux pays à la traîne.

Afin d'aider les économies en développement à attirer des IDE transformateurs dans les industries numériques, le rapport appelle à des réformes audacieuses et à une action coordonnée. La CNUCED propose un programme multipartite axé sur sept domaines prioritaires :

- Améliorer la **gouvernance des données et de l'IA** afin de soutenir des stratégies de développement numérique solides.
- Développer des **boîtes à outils politiques** adaptées aux besoins des pays en développement en matière d'investissements numériques.
- Faire progresser les **règles mondiales relatives au commerce et aux investissements numériques** grâce à un dialogue multilatéral.
- Renforcer les **infrastructures numériques** grâce à des partenariats mondiaux et à des financements mixtes.
- Créer des **écosystèmes d'innovation** et soutenir la collaboration entre les universités et les entreprises.
- Renforcer les **compétences numériques** grâce à une éducation, une formation et un entrepreneuriat ciblés.
- Promouvoir **des investissements numériques responsables** en gérant les risques et en faisant progresser les normes de durabilité.

Ce n'est qu'en remodelant les règles et les incitations qui régissent les capitaux mondiaux que les pays pourront saisir les opportunités de rattrapage, réduire la fracture numérique et transformer la volatilité d'aujourd'hui en gains de développement pour demain.

A propos de ONU commerce et développement :

L'ONU commerce et développement (CNUCED) est dédiée à la promotion d'un développement inclusif et durable grâce au commerce et aux investissements. Fort de la diversité de ses membres, elle permet aux pays de mettre le commerce au service de la prospérité.

Note aux rédacteurs : Des images haute résolution sont disponibles sur demande. Des informations complémentaires et des citations peuvent être fournies sur demande.
